



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 juillet 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2023 - 150 MOTION DU CONSEIL MUNICIPAL DE GRASSE POUR INTERJETER APPEL
AUPRES DE LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE « CHATEAU-DITER »**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 27 juin 2023, s'est réuni le mardi 4 juillet 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

ABSENTS EXCUSES :

Madame Anne-Marie DUVAL
Monsieur Richard KISS
Monsieur Franck BARBEY
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

/

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°101 à N°150)

PROCURATION :

Madame Anne-Marie DUVAL à Monsieur le Maire
Monsieur Richard KISS à Madame Nicole NUTINI
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Madame Levanna CALATAYUD à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Mékia Noura ADDAD à Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 4 avril 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|--|
| 2023 - 94 | LES BOIS DE GRASSE - VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION EI N° 264 |
| 2023 - 95 | VALLON DE RASTIGNY
CONVENTION DE COORDINATION DE TRAVAUX |
| 2023 - 105 | CINEMA LE STUDIO
ACCES DU PERSONNEL DE LA SOUS-PREFECTURE |

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 150

DU 4 JUILLET 2023

**MOTION DU CONSEIL MUNICIPAL DE GRASSE POUR INTERJETER APPEL
AUPRES DE LA COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE
« CHÂTEAU DITER »**

Monsieur le Maire expose :

Par décision du 31 mai 2023 (n° 1801831), le Tribunal Administratif de Nice a décidé d'annuler l'arrêté du 26 octobre 2017, par lequel le Maire de Grasse a retiré pour fraude le Permis de Construire délivré à la société Lou Joy devenue la société Fourseasons Group, propriétaire de la construction dénommée « Château-Diter » ou « Villa Carmella » et a mis à la charge de la commune une somme de 1 500 € au titre des frais exposés par la société Fourseasons Group.

Le 29 juin 2018, le Tribunal de Grasse a condamné les propriétaires à la remise en état antérieur des lieux et donc à la destruction des constructions illégales qui représentent plus de 3 000 m².

Le 25 mars 2019, la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence a confirmé le jugement du Tribunal de Grasse et condamné les propriétaires à une astreinte journalière de 500 €.

Le 8 décembre 2020, la Cour de Cassation, qui est le plus haut niveau de Justice de la République, a confirmé l'arrêt de la Cour d'Appel.

Il y a donc un ensemble de décisions pénales définitives allant toutes dans le même sens.

L'autorité de la chose jugée aurait dû s'imposer. Nous constatons que ce n'est pas le cas.

Quoi qu'il en soit, la Cour de cassation a jugé que la fraude à l'obtention des autorisations de bâtir dans ce dossier était « caractérisée ».

La fraude étant établie, si elle n'est pas imputable au propriétaire, la Ville en serait donc responsable. Ce serait extrêmement grave.

En conséquence, le groupe des élus « Grasse à Tous - Ensemble et Autrement » demande par la présente motion que le conseil municipal se prononce, afin que la Ville de Grasse prenne toute disposition pour interjeter appel auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du jugement du Tribunal Administratif de Nice en date du 31 mai 2023 (n° 1801831) et ce avant l'expiration du recours légal le 30 juillet 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 5 JUIL. 2023

**suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME**

Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 JUIL. 2023